

Se repérer dans l'espace et dans le temps

Consigne : répondez aux questions sous les textes puis celles de la carte. A l'aide de vos réponses et des éléments des documents, complétez la frise.



1 La création de la CECA¹

La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. [...] L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. [...] La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin des régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes. La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterà que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. L'établissement de cette unité puissante de production ouverte à tous les pays qui voudront y participer, [...], jettera les fondements réels de leur unification économique.

Déclaration de Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères français, 9 mai 1950.

1. Communauté européenne du charbon et de l'acier.

1. Quelles sont les bases des accords de la CECA ?
2. Quelle forme doit prendre cette alliance de pays ?
3. Quel est l'objectif de la mise en commun de ces ressources ? Justifier.

2 Le traité de Rome instituant la CEE¹

Art. 1^{er}. Par le présent Traité, les Hautes Parties Contractantes² instituent entre Elles une Communauté Économique Européenne.

Art. 2. La Communauté a pour mission [...] de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit.

Art. 3. L'action de la Communauté comporte [...] :

- a) l'élimination, entre les États membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises [...],
- b) l'établissement d'un tarif douanier commun et d'une politique commerciale commune envers les États tiers³,
- c) l'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux,
- d) l'instauration d'une politique commune dans les domaines de l'agriculture [...].

Traité de Rome, 1957.

1. Un second traité signé à Rome le même jour institue la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEa ou Euratom).
2. États signataires de ce traité. Ce sont les mêmes que ceux qui ont fondé la CECA (Europe des Six).
3. États non membres de la CEE.

4. Quelles sont les mesures prises par le Traité de Rome ?
5. Quels sont les objectifs de ces mesures ?

3 L'approfondissement de la construction européenne

a. Un projet pour la relance de la construction européenne

En 1986 est ratifié l'Acte unique européen sur la proposition de Jacques Delors, président de la Commission européenne entre 1985 et 1995.

Il fallait rechercher le levier d'une relance d'autant plus nécessaire que l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal allait conférer à la Communauté des responsabilités accrues. [...] J'ai choisi cette finalité d'un grand marché sans frontières et proposé au Parlement européen, en janvier 1985, puis aux chefs d'État et de gouvernement, de supprimer d'ici à 1992 tous les obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux dans la Communauté, de réaliser un espace économique sans frontières, un véritable marché domestique de 320 millions de consommateurs qui serait le plus puissant du monde.

Jacques Delors (Président de la Commission européenne de 1985 à 1995), discours au Palais des Congrès, 18 juin 1987.

b. La création de l'Union européenne

[Les chefs d'État des douze pays membres de la CEE] [...], résolus à renforcer leurs économies et à établir une Union économique et monétaire, comportant, conformément aux dispositions du présent traité, une monnaie unique et stable, déterminés à promouvoir le progrès économique et social de leurs peuples [...], résolus à établir une citoyenneté commune aux ressortissants de leurs pays, résolus à mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, [...] renforçant ainsi l'identité de l'Europe et son indépendance afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès [...] réaffirmant leur objectif de faciliter la libre circulation des personnes, [...] ont décidé d'instituer une Union européenne.

Préambule du traité de Maastricht, 7 février 1992.

1. Quelle nouvelle mesure est créée concernant la circulations des flux et des personnes ?
2. Cherchez dans vos définitions comment se nomme cet espace de circulation.
3. Quelle mesure est prise dans le domaine économique ? Justifier.
4. Quel nom est donné à cette communauté de pays ?

4 La création d'une citoyenneté européenne

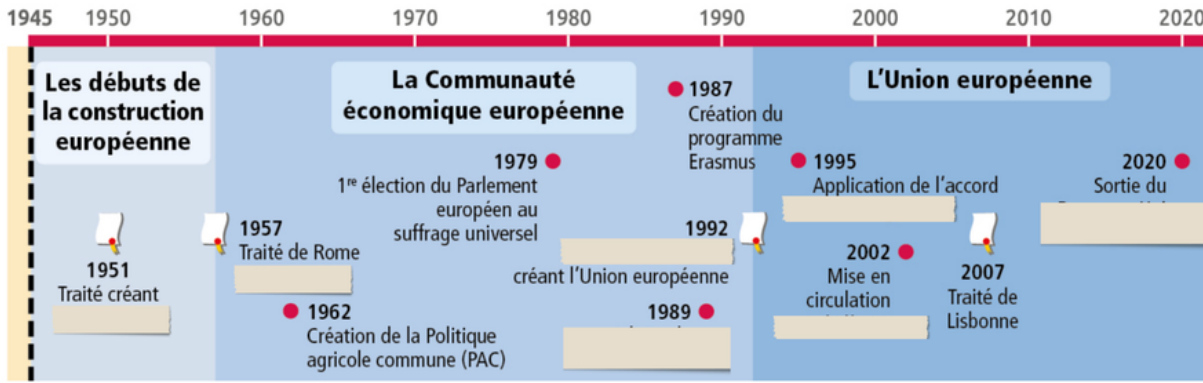
Art. 8-1. Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre.

Art. 8A-1. Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres [...].

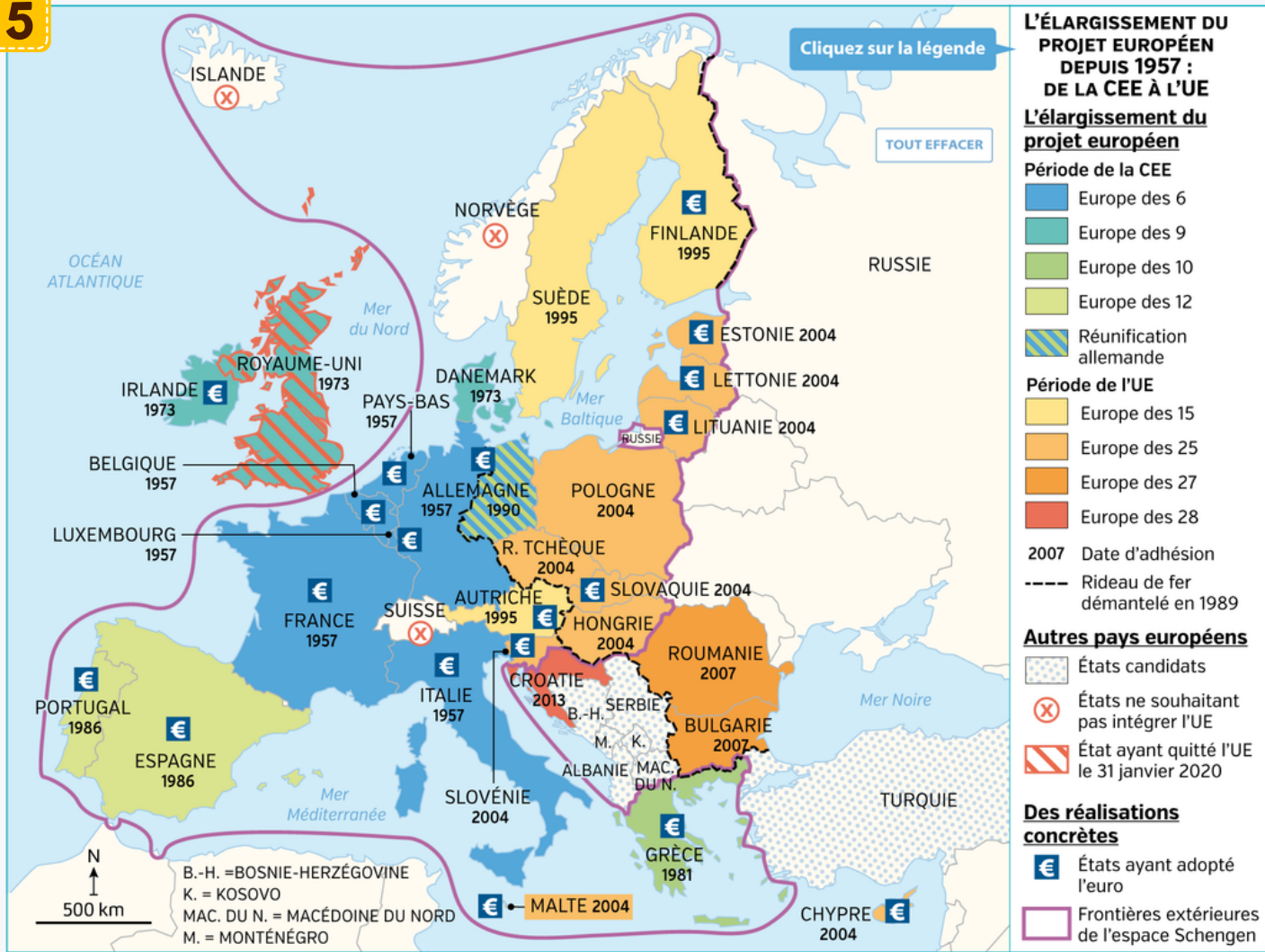
Art. 8B-1. Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État [...]

Art. 8B-2. [...] Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Traité de Maastricht, 7 février 1992.



5



1. Combien de pays fondent la CECA ? Nommez les.
2. Quel évènement permet de faire entrer l'Allemagne de l'Est dans la CEE ?
3. Quel évènement permet l'entrée dans l'UE des pays de l'Est ?
4. Quel Etat a quitté l'UE et à quelle date ?
5. Citer deux Etats n'ayants pas adopté l'euro.
6. Citer un Etat non membre de l'UE mais intégré dans l'espace Schengen.
7. Citer un Etat membre non intrégré à l'espace Schengen.
8. Citer quelques pays candidats à l'entrée dans l'UE.

4. Quels sont les droits d'un citoyen européen ?

